

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) en date du 08/11/2024

Objet du marché :
Assainissement de surface – réseau DIRCO

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Généralités

Les prestations du présent marché sont indiquées au CCTP, ainsi que leurs lieux d'exécution et leurs éventuelles décompositions en tranches et en lots.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

En cas d'accord cadre à bons de commande (ACBC), chaque bon de commande (BDC) précisera :

- la référence du marché, la période, le N° du BDC et le N° d'engagement juridique (EJ) du BDC,
- la quantité, le prix et le montant par catégorie / nature des produits,
- les montants HT, TVA et TTC de la commande, ainsi que l'avance éventuelle,
- le délai d'exécution, éventuellement avec une période de préparation, sa nature et sa durée,
- les lieux d'exécution et la personne en charge de la constatation du service fait,
- les conditions particulières d'exécution du marché, prioritaires sur celles énoncées au CCAP.

Les travaux de chaque bon de commande feront l'objet d'une évaluation SEVE en période de préparation puis d'un bilan SEVE en fin de travaux.

Les commandes seront signées, selon leurs montants, par le RPA ou le chef de Service (SIR).

Elles pourront être établies dès notification du marché jusqu'à l'expiration de la durée du marché indiquée à l'acte d'engagement (AE). Elles pourront s'exécuter au-delà de la durée du marché, majorée de 6 mois (voir stipulations sur l'AE).

En cas de marché reconductible, si le RPA ne souhaite pas reconduire tacitement le marché, il doit se prononcer dans un délai de un (1) mois avant la fin de la validité de la période en cours.(voir stipulations sur l'AE)

1.2 Intervenants

Le maître d'œuvre désigné à l'acte d'engagement (AE) représente le pouvoir adjudicateur (RPA) maître d'ouvrage (MOA) des travaux.

La mission de maître d'œuvre (MOE) au sens du CCAG est constituée des éléments : VISA, DET et AOR. Elle est assurée par le(s) service(s) ou le district indiqué(s) à l'AE.

Le MOE peut subdéléguer des fonctions par ordre de service (OS) au RCSEM stipulé à l'A.E.

Les intervenants éventuels externes à la DIR seront précisés au titulaire après notification du marché. Une déclaration sera établie pour l'acceptation de chaque sous-traitant éventuel.

Par dérogation à l'article 3-8-1, les ordres de service sont écrits, datés, numérotés, signés et notifiés par le MOE.

Les ordres de service émis par le maître d'oeuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. Pour ces ordres de service, par dérogation à l'article 3-8-1 du CCAG le maître d'ouvrage est réputé avoir donné son accord tacitement trois jours après avoir été saisi par courrier ou mail par le maître d'oeuvre. En cas d'urgence le maître d'ouvrage ne sera pas saisi pour validation de ces ordres de service. Le maître d'oeuvre devra indiquer, par courrier ou par mail, au maître d'ouvrage du recours à cette procédure d'urgence avant d'émettre l'ordre de service.

1.3 Notifications

Les notifications et correspondances du RPA/MOA avec le titulaire sont effectuées par le MOE désigné à l'AE ou tout agent mandaté par lui, par échanges électroniques via la plate-forme dématérialisée de l'État (PLACE) ou par courriel avec accusé de réception automatique. Le titulaire accepte pour cela de recevoir les échanges sur sa boîte électronique précisée au marché, éventuellement modifiée ultérieurement.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception d'une notification, il est réputé l'avoir reçue le jour suivant la date d'envoi.

Si cela est jugé nécessaire par le maître d'oeuvre ou le titulaire, les échanges peuvent se faire par télécopie (avec accusé de réception automatique) ou par courrier postal (sans recommandé, sauf si c'est imposé par la réglementation) ou par remise en main propre (avec accusé de réception sous forme papier). Dans ce cas particulier où une décision ou information fait courir un délai en heures, un e-mail sera adressée au titulaire et celui-ci sera réputé l'avoir reçue une (1) heure après l'envoi.

Les documents envoyés par courriels ne sont pas nécessairement signés. L'original est conservé par l'expéditeur. Les courriers scannés sont assimilés à des copies.

1.4 Réglementation du travail

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par l'Organisation Internationale du Travail, de communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas de sous-traitant étranger, le droit français est applicable et les tribunaux français seuls compétents.

1.5 Assurances

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire (responsabilité civile professionnelle, décennale et assurance du maître d'ouvrage). En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses co-traitants ou sous-traitants), le RPA se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire à sa charge.

Le RPA se réserve le droit d'imposer la souscription d'un contrat collectif de responsabilité décennale et de demander au titulaire, sans supplément de prix, la souscription de garanties supplémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par les polices d'assurance sont insuffisants.

En cas de travaux sur existants, les garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices doivent apporter, pendant et après les travaux, les garanties minimales suivantes par sinistre : dommages corporels : 10 fois le montant du marché, limité à 4,5 M€ ; dommages matériels et/ou immatériels : 2 fois le montant du marché, limité à 450 k€.

1.6 Prestations similaires

Le RPA se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, en application de l'article R. 2122-7 du décret 2018-1075.

1.7 **Clauses sociales et environnementales** :

ARTICLE 2. **PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ** par ordre de priorité (dérogation à l'art 4-1 du CCAG)

A- Les pièces particulières sont : l'acte d'engagement (AE) signé par le titulaire et le RPA, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe sur la santé et sécurité au travail à la DIR Centre-Ouest et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont les dates de référence sont précisées à l'AE ; ainsi que les documents indiqués à l'AE ;

B- Les pièces générales sont : le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) conformément à l'arrêté du 30/03/2021) et le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux, en vigueur au premier jour du mois précédent la date de publication sur le profil acheteur ;

Ainsi que : l'instruction interministérielle sur la signalisation routière de novembre 2015 (1ère à 8ème partie) ; l'arrêté RNER modificatif du 4 juillet 2019 et ses évolutions ; les documents relatifs à la signalisation temporaire de chantier (volume 2 : manuel du chef de chantier - routes à chaussées séparées) ; le Guide Technique Assainissement Routier.

Seuls font foi les documents originaux du marché détenus par l'administration.

ARTICLE 3. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 Tranches optionnelles : Il n'y a pas d'indemnité de dédit ou d'attente.

3.2 Contenu des prix

Les décompositions des prix forfaitaires et sous-détails des prix unitaires doivent être fournis dans les dix (10) jours à compter de la demande du maître d'œuvre.

Les prix sont établis en tenant compte notamment :

- des dépenses liées aux mesures concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) ainsi que le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- des sujétions d'exécution suivantes : travaux préliminaires ; présence d'ouvrages existants ; construction d'ouvrages provisoires (voie d'accès, piste de chantier, accès riverains, rétablissement des écoulements naturels, etc.) ; conditions d'utilisation et d'exploitation des voies publiques, à maintenir propres ; protection des balises, jalons, repères et autres dispositifs en place ; protection des réseaux existants ; assainissement provisoire ; remise en état des emplacements d'espace public mis à disposition du titulaire ; interdiction d'emprunter les voies de rétablissement et de désenclavement sans accord préalable du Maître d'œuvre ; prise en compte des accès imposés ;
- de tous les contrôles, à l'exception de ceux mentionnés explicitement dans le marché « à la charge du Maître d'ouvrage » ;
- que le chantier comporte une part importante d'exploitation ;
- l'évaluation et le bilan SEVE;
- qu'il faut considérer comme normalement prévisibles les intempéries tant qu'elles ne dépassent pas les valeurs suivantes : pendant plus de 10 jours : pluie de 20 mm / j ; gel à 10h00 ; vent de 80 km/h ; pendant 1 jour. Le lieu de constatation des intensités sera précisé par OS ;

Les prix sont par ailleurs établis sans que soient prises en compte les sujétions suivantes : néant.

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, le maître de l'ouvrage fournira les prestations suivantes à titre gratuit : néant.

3.3 Variation dans les prix

Le mode de variation des prix est précisé à l'acte d'engagement (AE), ainsi que le mois zéro (mo) à savoir le mois de la date limite de remise des offres (indiqué à l'AE), par dérogation à l'article 9-4 du CCAG. **Io** représente la valeur de l'index du **mois mo**.

La variation se fait par référence aux index ci-après, publiés sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index :

Index	Désignation - identifiant	Prix concernés
-------	---------------------------	----------------

DRR02	Fourniture et pose de dispositifs de retenue de route	320 à 505
TP03a	Grands terrassements	140 à 150, 165, 230, 235, 245 à 265, 295 à 315
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine	100 à 135, 160, 175 à 225, 240, 275 à 290, 540, 570, 610 à 625, 675, 680, 690 à 705
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés	155, 170, 270
TP10f	Canalisation, assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux	510 à 535, 545 à 565, 575 à 585, 605
TP13a	Charpentes et ouvrages d'art métalliques	590 à 600, 630 à 655, 685
PMR	Produits de Marquage Routier	660 à 670

En cas de prix révisables (marché simple : délai supérieur à 6 mois et impérativement pour les marchés ACBC ou à tranches)

La révision de chaque prix sera effectué, à chaque acompte, selon la formule **$0,15 + 0,85 \times (Im/Io)$** , dans laquelle **Im** sera :

- **Im** = l'index du mois de réalisation des prestations.

Une révision provisoire sera éventuellement effectuée mensuellement dans l'attente de la révision définitive dès parution de l'index définitif du mois.

3.4 Modalités de paiements : présentation des situations mensuelles et/ou finale

Le paiement des travaux s'effectuera sur présentation des factures. Les mentions à préciser sur celles-ci seront les suivantes :

- **Marché unique** :

Le N° et l'objet du marché, la date de réalisation des prestations et **impérativement** le n° d'EJ chorus.

- **Accords-cadres à bons de commande (ACBC)**

Le n° et l'objet du marché, la période, les références et la date du bon de commande (BDC), la date de réalisation des prestations et **impérativement** le n° d'engagement juridique (EJ).

Les factures et toutes les pièces relatives aux paiements des travaux des sous-traitants agréés (attestations de paiement du titulaire et copie des factures des sous-traitants), **devront être adressées par voie dématérialisée à l'adresse suivante** :

Portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Factures TRAVAUX
Destinataire, maître d'œuvre et maître d'ouvrage

Références à mentionner **impérativement** sur la facture :

N° SIRET DE LA DIRCO : 13000168800410

+ N° EJ sans espace
Cadre de facturation A4

Pour les ACBC, ces références seront rappelées sur chaque bon de commande.

Les prestations réalisées des marchés uniques et des ACBC pourront faire l'objet de paiements partiels. Les factures seront établies après constatation totale ou partielle du service fait.

Le calcul des états d'acomptes, conforme aux factures, pourra être effectué soit par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère, soit par un formulaire informatique du maître d'œuvre.

Ensuite, l'état d'acompte mensuel correspondant sera déposé sur le portail chorus Pro.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux articles 12.1, 12.2 et 12.3.1 du CCAG travaux.

Les ACBC pourront être soldés soit tacitement à l'issue du délai de validité du marché ou de la période, soit lorsque le montant maximum est atteint, soit par décision du RPA.

3.5 Groupement solidaire

En cas de groupement solidaire, le règlement des prestations sera effectué sur un compte unique, au nom des membres du groupement ou du mandataire (article 10-7-2 du CCAG).

ARTICLE 4. DÉLAIS - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4.1 Durée du marché et délais d'exécution : voir l'acte d'engagement

4.2 Prolongation des délais d'exécution

Le nombre de jours d'intempéries réputées prévisibles est de : 0 jour.

Hors intempéries visées par une disposition légale, conduiront à une prolongation de délai les niveaux qui dépassent ceux indiqués à l'article 3-2 (contenu des prix), à l'exception de : néant.

4.3 Pénalités autres que celles prévues au CCAG (dérogation à l'article 19-1)

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités de retard autres (concernant la sécurité, les clauses environnementales du marché et les clauses sociales) que celles liées à l'exécution des travaux, sont encourues du simple fait de la constatation du maître d'œuvre.

- *Retard dans l'exécution des travaux* : la pénalité journalière sera de **1 000 €** par jour de retard.

- *Signalisation* : pénalité cumulable d'un montant unitaire de **500 €** en cas de non respect des consignes de signalisation prévues sur l'une des voiries empruntées, sauf cas de force majeure.

- *Chaussées salies* : pénalité journalière de **500 €** cas de non-nettoyage de chaussée ouverte à la circulation publique, ainsi que l'intégralité des coûts du nettoyage s'il s'avère nécessaire d'y faire procéder.

- *Non respect de l'environnement* : pénalité forfaitaire cumulable de **2 500 €** par rejet non autorisé en cours d'eau ou par non respect des consignes fixées dans le cadre de la police de l'eau ou par non respect des stipulations contractuelles, constatés de façon unilatérale ; le titulaire encourt en outre les frais et risques liés aux procédures engagées par les services de police.

- *Non-conformité en termes de moyens et de résultats* : l'entreprise assure à sa charge les reprises nécessaires à la mise en conformité, y compris les frais d'exploitation ; à défaut et après mise en demeure sous un délai de 8 jours, il y est procédé d'office à ses frais et risques.

- *Réunion de chantier* : pénalité de **500 €** par réunion en cas d'absence par le titulaire.

- *Documents non fournis après exécution* : pénalité cumulable de **200 €** par jour de retard, applicable sur constat unilatéral de carence du titulaire.

- *Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique*

En cas de non respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

- Pénalités pour non-respect des règles d'hygiène et sécurité

En cas de non respect des règles d'hygiène et sécurité définies dans le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière, par infraction, fixée à CINQ CENTS EUROS (500 €).

De plus, le non respect des règles de sécurité décrites ci-dessous entraîne l'application des pénalités suivantes :

N° de la pénalité	Définition	Montant de la pénalité
P1	Stationnement sans surveillance et sans signalisation dans un endroit pouvant être atteint par un véhicule sortant accidentellement de la chaussée. L'UNITE : mille cinq cents Euros	1 500,00 €
P2	Absence de gyrophare(ou de feu à éclats) sur un véhicule ou un engin. L'UNITE :mille deux cents Euros	1 200,00 €
P3	Non fonctionnement (quelle que soit la cause)de gyrophare (ou feu à éclats) sur un véhicule ou un engin au cours d'une évolution autre que la circulation normale dans les voies réservées à cet effet. L'UNITE : mille deux cents Euros	1 200,00 €
P4	Absence de vêtement de signalisation haute visibilité de classe 3 ou 2 L'UNITE : mille cinq cents Euros	1 500,00 €
P5	Non-respect du DESC ou des normes de sécurité sur bidirectionnelles, bretelles, etc L'UNITE : trois mille Euros	3 000,00€
P6	Défaillance dans la gestion des accès du chantier - incident constaté dans la gestion des accès du chantier, l'unité cinq mille euros - absence d'agents aux extrémités du chantier, l'unité quinze mille euros	10 000,00 €

Ces pénalités, P1 à P6, sont cumulables. Toutefois, chacune ne peut être appliquée au titulaire qu'une fois par journée de travail, par engin, par élément de signalisation et par personne.

- Pénalités pour non-respect d'une clause du mémoire technique:

Si le maître d'œuvre ou son représentant constate que l'entreprise ou son représentant ne respecte pas une clause du mémoire technique, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à 1000 €.

- Pénalités pour non-respect d'une clause du mémoire environnemental:

Si le maître d'œuvre ou son représentant constate que l'entreprise ou son représentant ne respecte pas une clause du SOPRE, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à 1000 €.

- Pénalités d'ordre technique :

Pénalités pour fourniture de matériaux non-conformes aux spécifications du CCTP (réfaction de 40 % appliquée au prix correspondant du bordereau des prix) ou évacuation des matériaux, suivant le choix du Maître d'œuvre. Lorsqu'un manquement sera constaté à l'application par l'entreprise du contrôle externe défini au CCTP du présent marché, une réfaction sera appliquée sur les prix concernés du bordereau en fonction du sous-détail de prix et à proportion de l'insuffisance d'application constatée. En cas de non-conformité constatée par la maîtrise d'œuvre et non-mentionnée par le contrôle intérieur (interne ou externe) de l'entreprise lors d'une demande de levée de point d'arrêt, une pénalité de 500€ par non-conformité constatée pourra être appliquée à l'entreprise pour défaut de contrôle intérieur.

En cas de non-conformité, le maître d'œuvre se réserve le droit d'ordonner la réfection des prestations non-conformes à la charge du titulaire pour rétablir la conformité au cahier des charges.

- Pénalités pour écart du bilan SEVE :

Pour un écart entre l'évaluation SEVE et le bilan SEVE supérieur à + 10 % une pénalité d'un montant de 1 % du montant total du bon de commande sera appliquée.

4.4 Primes d'avance : néant

4.5 Interventions d'urgence : | | |------------------------------------| | pas de prescriptions particulières | |------------------------------------|

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Retenue de garantie : voir l'acte d'engagement

En cas d'avance acceptée par le titulaire : voir l'acte d'engagement

ACBC : son paiement intervient sans formalité à partir de la notification de chaque engagement juridique (EJ) à condition que le montant supérieur soit à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

ARTICLE 6. MATÉRIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres États membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les trente (30) jours qui suivent la notification du marché.

Autres prescriptions : néant.

ARTICLE 7. PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

Le titulaire effectue la déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT).

L'apparition, en période de préparation, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation (DT), constitue un point d'arrêt.

Les opérations de marquage-piquetage effectuées par le titulaire prendront en compte ces écarts, suite à propositions validées par le MOE.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique et la renouveler dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

Cas 1 (DT : classe A, DICT : B ou C)

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

Cas 2 (DT classe B et C)

Le maître d'ouvrage a effectué les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) avant la consultation et les données sont joints en annexe du présent CCAP.

Dans le cas où les données fournies par les exploitants de réseaux, en réponse aux DT, ne sont pas de classe A, plusieurs cas de figure :

- réseau non sensible ou quelconque avec durée et emprise faibles : IC non obligatoire mais clauses techniques et financières obligatoires si absence d'IC (elles garantissent une juste rémunération lors de l'utilisation de techniques de précaution et en cas d'interruption de travaux)

- réseau sensible : IC obligatoires sauf pour les branchements pourvus d'affleurant visible depuis le domaine public.

Réseaux sensibles pour la sécurité : hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques liquides ou gazeux, gaz combustibles, vapeur, eau chauffée tout fluide caloripporteur ou frigorigène, lignes électriques et réseaux d'éclairage public avec tension > 50V en courant alternatif ou > 120 V en courant continu lisse à l'exception des lignes électriques aériennes à basse tension ou à conducteurs isolés.

Réseaux non sensibles ; lignes électriques et réseaux d'éclairage public autres que ceux de la catégorie « réseaux sensibles », eau destinée à la consommation humaine, à l'alimentation en eau industrielle ou à la protection contre l'incendie, en pression ou à l'écoulement libre, y compris les réservoirs d'eau enterrés qui leur sont associés, eaux usées domestiques ou industrielles ou eaux pluviales.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation (dérogation à l'art 28-1 du CCAG)

La durée de la période de préparation est indiquée à l'acte d'engagement (AE).

Il est procédé par le titulaire, au cours de cette période, à l'établissement des documents suivants :

- le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et le cas échéant le Plan de Respect de l'Environnement (PRE),
- les études d'exécution et programme d'exécution des travaux, accompagnés du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- le planning détaillé des travaux,
- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), à remettre par chaque intervenant au coordonnateur SPS après inspection commune,
- le projet de dossier d'exploitation sous chantiers (DESC),

De plus, durant cette période de préparation, le titulaire fournira à la DIRCO une évaluation SEVE prévisible correspondant au bon de commande concerné. Il fournira également toutes les données ayant servi à réaliser cette évaluation. L'évaluation SEVE sera vérifiée par le maître d'oeuvre.

Le maître d'oeuvre valide ces documents et procède à la déclaration de travaux (DT).

8.2 Études d'exécution

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire.

Elles sont soumises au visa du maître d'oeuvre avant le début des travaux.

Le titulaire admet que les documents qui lui ont été remis sont suffisants pour lui permettre de procéder aux études d'exécution. Il admet que l'ensemble des études complémentaires permettant la parfaite réalisation des travaux, relève des études d'exécution à sa charge. Il est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'oeuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

Les plans seront remis sous les formats : dwg, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt, pdf ; ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip ; leurs noms devront être suffisamment explicites.

8.3 Hygiène et Sécurité

La DIR Centre Ouest est certifiée ISO 45001 depuis le 01/12/2023, sur son organisation en matière de Santé et de Sécurité au Travail. A ce titre, la structure place la sécurité et la santé au travail de ses agents et au cœur de ses préoccupations et de ses actions. Elle apporte également une vigilance accrue à la

sécurité de l'ensemble des travailleurs (intervenants extérieurs, partenaires...) et des usagers.

Il est demandé aux entreprises partenaires d'adhérer à cette démarche d'amélioration.

Ainsi, le titulaire devra :

- respecter l'ensemble des dispositions légales en vigueur en matière de santé et sécurité au travail
- prendre connaissance de la politique de prévention de la DIR Centre-Ouest en matière d'hygiène et de sécurité
- veiller que les intervenants disposent des autorisations de conduite des engins en sécurité en adéquation avec les matériels utilisés
- disposer des autorisations de circulation à pieds sur le réseau DIR Centre-Ouest concerné par les prestations demandées
- avoir à disposition l'ensemble des Équipements de Protections Individuels en adéquation avec les prestations demandées
- s'assurer de respecter les règles d'accès aux différentes zones d'interventions après la consultation du CEI concerné
- établir, le cas échéant et avec le site concerné, un plan de prévention ou une coordination sécurité et protection de la santé (CSPS), avant son intervention.

Coordination SPS

La coordination Sécurité et Prévention de la Santé est prise en charge par : Le coordinateur SPS de niveau 1, 2 ou 3, selon le Bon de Commande.

Dans le cas où les travaux donnent lieu à la livraison de matériaux ou marchandises dans les locaux de l'administration, un protocole sera établi avec le titulaire. Si le titulaire n'assure pas lui-même les opérations de livraison, chargement et déchargement, il devra s'assurer de l'application des mesures de prévention.

Le coordonnateur a libre accès au chantier. En cas de danger grave et imminent constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, le coordonnateur définit les mesures nécessaires pour supprimer le danger et peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures édictées en matière de SPS. Il communique directement au coordonnateur tous les documents y afférant.

Il informe le coordonnateur de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de SPS.

À la demande du coordonnateur, il vise les observations consignées dans le registre journal de la coordination.

Il s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions réglementaire et contractuelles relatives à la SPS.

Installations de chantier

Les installations suivantes sont réalisées et entretenues par le titulaire : les locaux pour le personnel, y compris douches, sanitaires et vestiaires ; une table et des chaises pour 10 personnes en salle de réunion.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Signalisation de chantier

La signalisation au droit et à l'approche du chantier est mise en place, surveillée et maintenue par le titulaire en permanence, sauf décision contraire du maître d'œuvre. Le titulaire désignera, pendant la période de préparation, son représentant plénipotentiaire chargé de la signalisation.

La signalisation sera conforme à l'Instruction Interministérielle en vigueur.

La signalisation d'éventuelle déviation sera mise en place par l'exploitant de la route.

Chaque chantier fera l'objet d'un Dossier d'Exploitation sous Chantier (DESC) constitué : d'un plan de situation des travaux, d'une fiche de renseignement (cf. la note du 14 avril 2016 relative à l'exploitation sous chantier), d'un plan des déviations, des schémas de signalisation temporaire, du compte rendu de la réunion de concertation avec les accords formalisés des gestionnaires des voies concernés par l'axe ou les itinéraires de déviation, d'un volet communication-information aux usagers, d'un projet d'arrêté.

8.4 Exploitation du domaine public ou privé

Le titulaire devra maintenir, pendant toute la durée du chantier, l'accès aux propriétés riveraines.

Il devra assurer en permanence à ses frais l'entretien, le nettoyage et la réparation de toutes les voies utilisées pour les besoins du chantier. Un état des lieux sera effectué avant et après les travaux.

ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9.1 Contrôles des ouvrages (dérogation aux articles 24.7 et 38 du CCAG)

Les essais, épreuves et contrôles non prévus au CCTP, demandés par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître d'ouvrage. En cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9.2 Réception

Par dérogation à l'article 41.2 et 41.3 du CCAG, le procès-verbal (PV) des opérations préalables à la réception (OPR), la proposition du MOE et la décision du RPA pourront être rédigés sur un document unique, notifié au titulaire après décision du RPA. Il en sera de même pour la levée des réserves.

Pour les accords-cadres à bons de commande (ACBC), le constat contradictoire et définitif des prestations d'un bon de commande (BDC) vaut PV des OPR sans réserve et réception du BDC. En cas de réserves, un PV de réception peut être formalisé.

Un Ordre de Service précisera les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités particulières de leur remise.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit : plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ; notices de fonctionnement ; prescriptions de maintenance.

En sus du DOE, le titulaire fournira à la DIRCO un bilan SEVE correspondant aux travaux exécutés. Il fournira également toutes les données ayant servi à réaliser ce bilan. Ce bilan SEVE sera vérifiée par le maître d'oeuvre.

9.3 Garanties particulières :

- *Couche de roulement et de liaison de chaussée* en enrobés fabriqués avec incorporation d'agrégats (réutilisation de fraisats d'enrobés) à un taux supérieur à 10% : 3 ans.

- *Joints de chaussée et de trottoirs sur ouvrage d'art* : 7 ans.

ARTICLE 10. RÉSILIATION : pas de prescriptions particulières

ARTICLE 11. CLAUSE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Il est fait application de l'article 5-1 et 5-2 du CCAG travaux 2021.

ARTICLE 12. CLAUSES SOCIALES D'INSERTION

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

12.1 Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné à l'article 12-4.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise en emploi.

Les personnes concernées par cette action seront :

- Des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi) sans activité ou en activité ponctuelle,
- Des jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois, et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Des allocataires du RSA demandeurs d'emploi ou leurs ayant droits,
- Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation d'Invalidité,
- Les publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi depuis au moins 6 mois,
- Les personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ...

En outre, le dispositif d'accompagnement des clauses sociales d'insertion peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales ou des Maisons Départementales pour des personnes handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, conformément à l'article 12-2 du présent CCAP.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, un temps de travail nécessaire à la production des prestations des lots.

12.2 Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés au 12-1.

Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché est de 30 heures par tranche de 100.000 €.

Cependant, et afin de garantir un volume en cohérence avec les objectifs d'insertion des personnes, l'action ne sera enclenchée que lorsque le montant d'un ou de plusieurs bons de commande excèdera 250.000 € HT (soit un minimum de 75 heures d'insertion).

12.3 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée (EA)
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une Association intermédiaire.

Une Entreprise de travail temporaire pourra également être mobilisée lorsque le territoire concerné ne dispose pas des structures ci-dessus mentionnées.

- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise

Elle pourra notamment prendre les formes suivantes : Contrats à Durée Indéterminée (CDI), Contrats à Durée Déterminée (CDD), contrats en alternance (apprentissage et professionnalisation).

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur de la clause sociale.

12.4 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement mobilisant un interlocuteur dédié sur chacun des départements concernés.

Cependant, et afin de faciliter la mise en œuvre de cette action, un interlocuteur unique est identifié :

Conseil départemental de la Haute-Vienne

Pôle emploi insertion
11, rue François Chénieux
CS 83112 87000 LIMOGES

Contact : Philippe JEANDEL
05 44 00 16 57
philippe.jeandel@haute-vienne.fr

En fonction du territoire, ce dernier, effectuera la réorientation vers le facilitateur territorial concerné.

Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale
- Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences)

- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion
- Mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

12.5 Globalisation des heures d'insertion

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur de département concerné, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion
- S'exécutant dans le même délai d'exécution
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention des facilitateurs concernés

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur du département concerné. Elle peut être déclarée recevable aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

12.6 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur de la clause sociale étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent pas le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur peut annuler totalement ou partiellement la clause sociale d'insertion ou la suspendre partiellement s'il s'agit d'un marché pluriannuel. L'annulation ou la suspension est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la Direccte ou au juge.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

<i>Articles dérogatoires</i>	<i>Articles dérogés</i>	<i>Articles dérogatoires</i>	<i>Articles dérogés</i>
CCAP 1-2 intervenants	3-8-1 du CCAG	CCAP 8-1 période de préparation	28-1 du CCAG
CCAP 2 priorités des pièces	4-1 du CCAG	CCAP 9-1 contrôles	24-7 et 38 du CCAG
CCAP 3-4 Modalités des paiements	12.1 – 12.2 et 12.3 du CCAG	CCAP 9-2 réception	41-2 et 41-3 du CCAG
CCAP 4-3 pénalités	19-1 et 19-2-4 du CCAG	AE 2-2 variation des prix CCAP 3-3 variation dans les prix	9-4 du CCAG